

L'éducation forme un tout : éduquer, former, instruire aussi bien au niveau moral, intellectuel que physique. Elle n'a de fin positive que si son véritable but est de permettre à l'enfant, l'adolescente et enfin l'adulte de devenir un être responsable et conscient de son rôle et de sa place dans la collectivité, capable de se déterminer après avoir appris à s'étudier, à se connaître et à se maîtriser.

Ne pouvant nier sa spécificité, la femme de la seconde moitié du vingtième siècle a conscience que son identité est à redéfinir et que son éducation doit enfin être pour elle la clé et le moyen de son développement personnel et de sa promotion sociale.

Dans un projet d'éducation de la femme, il faudra faire en sorte que les différences n'introduisent pas des infériorités, que l'égalité existe dans la diversité.

Quels seront les moyens mis en oeuvre pour transformer son statut ?

LA FEMME ET SON IDENTITE

- Découvrir sa propre identité devient une nécessité pour la femme à laquelle la société ne propose le choix qu'entre deux pôles : le rôle de mère ou l'imitation du rôle masculin.
- Sa définition ne passera ni par l'identification, ni par l'opposition à l'homme, mais par la reconnaissance de son être propre ayant une spécificité biologique, morphologique et psychologique et de son rôle dans la cité.

a) au niveau biologique

La maternité doit être considérée comme une fonction au même titre que la paternité, et non comme le modèle unique de l'épanouissement de la femme.

b) au niveau morphologique

On peut souhaiter que le sexe féminin ne soit plus synonyme de sexe faible et que la femme recherche l'épanouissement physique afin

qu'elle se sente tout à fait à l'aise dans son corps.

c) au niveau psychologique

Il semble nécessaire d'en finir avec l'image de la femme instinctive, irrationnelle, intuitive, passive, incapable de toute initiative, d'esprit d'aventure et de capacité créatrice.

Par contre il est utile de lui reconnaître des aptitudes parfois différentes de celles de l'homme et il serait souhaitable que la pédagogie tienne compte des résultats d'études psychologiques menées dans ce domaine.

La femme demande que soit reconnue sa dignité de personne et d'être humain. Ainsi l'éducation, en lui faisant prendre conscience de sa valeur, lui permettra d'enrichir la société de son apport.

Fundação Cuidar o Futuro

L'EDUCATION COMME

CLE DE SON DEVELOPPEMENT PERSONNEL

1) L'EDUCATION SEXUELLE

Cette éducation doit commencer par une information précoce et complète (anatomique, physiologique, sociale, économique) donnée par les deux parents. Les Services publics d'éducation pourront apporter leur concours aux parents et éventuellement remplacer ceux qui seraient démissionnaires.

Vers l'âge de la puberté, l'éducation à la responsabilité doit donner les moyens permettant d'exercer des choix conscients.

Cette éducation doit permettre à la femme de vivre les différentes phases de sa vie physiologique et sexuelle de façon autonome et épanouie.

2) L'EDUCATION DANS LA FAMILLE

Un effort doit être fait par la famille pour éviter, dès la petite enfance, toute discrimination trop systématique de traitement entre les enfants de sexe différent, aussi bien au niveau des occupations, des jeux, des loisirs de l'aide ménagère que de la gestion du budget personnel, de l'attribution de "l'argent de poche" et de la liberté des horaires, des déplacements et des sorties pour les adolescents.

Notre époque demande une éducation libérale et non coercitive, non pas synonyme de lâches-

faire ou de démission, mais axée sur le sens des responsabilités. D'où la nécessité de ne jamais refuser le dialogue ou l'explication que sollicite l'enfant afin d'assurer son développement, ainsi que pour justifier les restrictions et les défenses en fonction des risques courus par les filles dans certaines situations spécifiques. Malgré un souci de protection qui ne peut être nié, il ne s'agit plus de garder la fille "à la maison", mais de lui donner les moyens d'autonomie identiques à ceux de son frère, c'est-à-dire le sens de la responsabilité individuelle.

Cette éducation doit être le fait des deux parents ensemble, et doit éviter de contredire les efforts éducatifs entrepris par ailleurs.

D'où l'importance d'une éducation des parents eux-mêmes dans leur tâche d'éducateurs.

3) L'EDUCATION PAR LES MASS MEDIA

Si une certaine presse participe à l'effort de promotion féminine, il apparaît que d'autres moyens de diffusion ont tendance à véhiculer des schémas simplistes et des images stéréotypées de la femme.

En ce sens pourrait être amorcée la mise en

.../...

oeuvre d'une action critique :

- de l'information et de la publicité commerciale lorsque celle-ci tend à enfermer la femme dans un rôle de femme-objet;

- des émissions enfantines télévisées qui pourraient être l'objet de l'examen par une commission nommée à cet effet;

des bandes dessinées. Bien que reconnaissant que la prise de conscience naît du rire et qu'il est parfois utile que les femmes se moquent de leur propre image caricaturale, on peut souhaiter que les dessinateurs fassent un effort dans la diversification des types féminins présentés, que les femmes, au même titre que les hommes, jouent un rôle actif et valorisant qui porte l'histoire (au lieu de la subir) et qu'elles soient capables de projets, bref qu'elles soient une personnalité et non un ornement.

4) L'EDUCATION ET LES LOISIRS

Qu'il s'agisse d'une femme ou d'un homme, le loisir répond aux mêmes fonctions : délasser, divertir, développer. Ce qui est particulier c'est la somme d'obstacles supplémentaires qui se dressent devant une femme.

L'activité de loisir n'est jamais obligatoire et elle est presque toujours considérée comme un luxe superflu. Aussi nombreux soient les textes et déclarations insistant sur le loisir indispensable et irremplaçable antidote aux excès de la société moderne, ces textes et déclarations n'ont pas encore modifié les mentalités.

L'activité de loisir venant en dernière place dans la hiérarchie communément admise des urgences, il est naturel que les femmes subissent le plus lourd ensemble de servitudes, soient aussi les plus frustrées de cette activité, soit en raison des barrières matérielles (temps, conditions d'attribution des crédits de formation culturelle et sportive), soit en raison de l'état d'esprit de leurs proches... et de leur propre état d'esprit : que de mauvaise conscience à vaincre pour aller passer deux heures dans un club de gymnastique !

Cé conditionnement étant général, c'est dès la petite enfance que doivent être ménagés les temps et les lieux qui permettent d'y échapper et de s'épanouir. D'où la nécessité de nombreux clubs, foyers, associations mixtes ou non, où petites filles, jeunes filles et femmes choisiraient librement, apprendront à décider, à s'exprimer, à animer, à gérer, vivant ainsi la plus authentique des éducations civiques.

Les critères d'accès aux activités de loisirs et de formation culturelle ou sportive devront tenir compte du rythme de vie des différentes catégories de femmes : rythme à l'intérieur d'une semaine, comme rythme sur une période de plusieurs années. Une mère de famille qui choisit d'interrompre sa vie professionnelle durant les premières années de la vie de ses enfants ne doit en aucun cas en être exclue. La même préoccupation doit être présente quand on aborde par exemple la localisation dans l'espace des équipements de loisirs ou la programmation horaire des activités. Quelle que soit la qualité des installations du foyer de quartier, il faudra peut-être prévoir une annexe à proximité du supermarché, du groupe scolaire ou de la crèche. De plus, l'équipe des animateurs devra prévoir entre ses membres,

des rotations d'horaires qui assureront l'ouverture aux moments les plus favorables. Il sera utile, par la suite, d'étudier comment l'ensemble du réseau des activités socio-éducatives et sportives répond à ces préoccupations et comment, par exemple, les grands moyens d'information pourront contribuer à une prise de conscience de ces impératifs et à une meilleure connaissance de ce qui existe déjà.

5) L'EDUCATION SCOLAIRE

Ici, particulièrement, la mixité apparaît comme le moyen essentiel pour lutter contre toute discrimination abusive entre fille et garçon. Aussi s'agira-t-il de repenser et de dispenser une pédagogie qui, tout en s'opposant à ce type de discrimination, tiendra compte cependant de la spécialité de la fille.

a) La maîtrise de la langue maternelle

Maîtriser sa langue maternelle est d'une nécessité impérieuse pour la femme. Il s'agit là, en effet, d'un problème spécifiquement féminin, dans une société faite par et pour les hommes, car cette maîtrise est la condition éradicative par excellence d'un grand nombre d'inégalités de fait et de droit.

Il s'agit, en effet, de maîtriser son langage :

- pour conquérir sa personnalité :

• au niveau de l'éducation qui doit viser à développer, en même temps que l'esprit d'analyse et de synthèse, l'élocution et l'expression écrite ;

• au niveau professionnel, comme aide aussi bien de la formation que du recyclage ;

• au niveau culturel où l'on sait le rôle primordial de la culture ;

• au niveau des exigences de la vie pratique (langage administratif, technique) ;

• pour affirmer sa personnalité et faire admettre la valeur propre de sa personne ;

• enfin, pour défendre sa personne et obtenir l'insertion sociale en dénonçant les discriminations dont les femmes font l'objet, en cherchant à y remédier par l'élaboration d'un véritable statut fondé sur le droit fondamental à choisir sa vie.

b) La fréquentation scolaire

Elle est à exiger pour toutes filles. Combien de fois ne garde-t-on encore, dans nos campagnes, la fille "à la maison" ? Or, le milieu rural est, avec celui des travailleurs immigrés, celui qui connaît le plus grand déficit linguistique.

Par ailleurs, une pédagogie particulière, avec des méthodes appropriées et des enseignants spécialisés devrait permettre d'éduquer toutes les handicapées en vue d'une meilleure insertion sociale.

c) Les écoles maternelles

Celles-ci doivent être multipliées en milieu rural et les efforts entrepris intensifiés. En effet, le rôle de l'école maternelle s'avère essentiel dans le développement intellectuel et social de l'enfant. Et, si on lui a reproché son trop grand nombre d'élèves, sa pédagogie, par contre, a toujours suscité l'admiration.

d) Les manuels

En tant que véhicule des idées reçues, il apparaît nécessaire de procéder à une correction des stéréotypes que transmet le matériel scolaire dont disposent les enseignants.

.../...

e) La mixité

Est réaffirmée l'exigence :

• de la mixité dans les classes primaires et secondaires (d'autant plus que les maternelles sont mixtes) bien que cela n'aille pas sans problèmes puisque les développements des garçons et des filles ne se font pas au même rythme. Les filles, faisant preuve d'une maturation plus précoce, redoublent moins et semblent plus adaptées et réceptives au fait scolaire ;

• de la mixité dans les cours de récréation, malgré la brutalité à laquelle sont parfois soumises les filles de la part des garçons.

• de la mixité des enseignants, particulièrement dans le primaire et les maternelles où elle fait défaut.

• une restriction s'impose au niveau de l'éducation physique puisque notamment la période pubertaire pose des problèmes particuliers.

f) L'éducation physique

Les activités physiques et sportives sont actuellement reconnues comme partie intégrante de l'éducation. Il ne convient pas, qu'en raison de coutumes ou de résistances socio-culturelles, la femme soit privée de l'apport authentique que représentent les activités physiques par rapport à l'éducation globale. Il apparaît nécessaire que certaines modalités soient étudiées pour encourager et généraliser la pratique de l'éducation physique. Des dispositions favorisant une pratique diversifiée adaptée à chacune et répondant aux différents niveaux d'aspiration, de capacités et d'aptitudes devraient être précisées. Des études scientifiques pourraient être menées pour que le sport s'adresse aux femmes sans référence permanente et exclusive au sport défini pour des hommes et par des hommes.

L'hypothèse créée par une confusion plus ou moins explicite présentant le sport de haute compétition comme modèle unique de la pratique sportive devrait être levée.

L'image conformiste, stéréotypée et le plus souvent caricaturale de la sportive devrait faire place à des images plus objectives et plus diverses, correspondant plus exactement à la réalité.

Il importe, en outre, de faire connaître les différentes formes que peuvent prendre les activités physiques et sportives et de montrer que toutes les femmes peuvent et doivent être intéressées.

Des solutions devraient être envisagées pour réduire les obstacles au développement de la pratique sportive (répartition dans le temps de travail, durée des transports, rareté des équipements, inadaptation des structures d'accueil à la pratique familiale, information insuffisante).

Enfin, la sensibilisation à ces problèmes devra être entreprise, dès l'école, domaine privilégié, pour inciter à la recherche permanente tout au long de la vie d'un équilibre personnel et du développement optimal des potentialités.

6) L'ORIENTATION

Ce problème est des plus importants et nécessite des efforts attentifs.

Il faut reconnaître que 15 ans est un mauvais moment pour orienter, étant donné la complexité

psychologique de l'adolescente et la précarité de ses goûts et de ses choix. L'orientation doit donc être réajustable et continue et permettre par des passerelles, la correction des erreurs.

Il faut, en outre, encourager les parents à investir autant dans l'éducation de leur fille que dans celle de leur fils. Ne serait-ce qu'en multipliant les centres d'accueil du type internat (en milieu rural et technique). Il a été demandé qu'aucun métier ne soit fermé aux femmes. C'est en principe adopté, depuis peu, en France. Devrait disparaître progressivement cependant la discrimination établie par les orienteurs entre métiers féminins et métiers masculins.

Et, si les filles semblent peu motivées dans le choix de leur métier, c'est :

• qu'elles sont conditionnées par des a priori qui sévissent au niveau de la mentalité collective. Il s'agira donc de supprimer ces a priori en laissant jouer les facteurs normaux d'orientation fondés sur les goûts et aptitudes, aptitudes que révèlent les besoins et non les préjugés. D'où la nécessité de faire évoluer la mentalité des orienteurs et des parents eux-mêmes.

• qu'elles manquent d'information. C'est pourquoi pourraient être conseillées :

- l'organisation de visites d'entreprises, de contacts avec les milieux du travail et les travailleurs ; le tout avec la participation d'un corps enseignant de plus en plus ouvert sur le monde ;

- ainsi que la présentation télévisée de cas de réussites féminines dans des métiers auparavant réservés aux hommes.

Enfin l'orientation devrait tenir compte de l'étroitesse des débouchés offerts aux filles ayant entrepris des études littéraires qui, si elles participent à leur épanouissement, ne favorisent pas leur insertion économique. Il faut donc en finir avec la pseudo-vocation littéraire féminine et avec le préjugé de la femme "intuitive, sensible, littéraire et fermée à la science". Le choix entre l'épanouissement de la personnalité et la formation professionnelle est un faux problème, l'éducation étant, par nature, à la fois culturelle et pratique.

7) LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'éducation scolaire générale, même prolongée jusqu'à 17 et 18 ans (et il est vrai, en tout cas pour ce pays, que les filles demeurent plus longtemps à l'école que les garçons plus tôt engagés dans la vie professionnelle), l'éducation scolaire générale ne permet pas une entrée satisfaisante dans la vie professionnelle. Ce n'est pas son but, en effet. Par conséquent, il faut qu'elle soit relayée par une formation professionnelle.

Or, c'est là qu'apparaît le déséquilibre des chances entre filles et garçons. Partout, dans les pays développés même, qu'ils soient ou non de l'Est ou de l'Ouest, les filles sont moins bien préparées à affronter la vie professionnelle.

A partir de 16 ans ici, de 18 ans là, la différence s'accroît toujours plus. Si l'on recherche la formation professionnelle donnée aux jeunes selon leur origine sociale, on s'aperçoit bien vite que les enfants des classes défavorisées se retrouvent dans des enseignements courts ne menant qu'à des professions

sans avenir en bien plus grande proportion que les enfants des classes favorisées. Mais si une semblable recherche est effectuée sur la base non plus sociale mais sexuelle, on s'aperçoit que, toutes classes sociales confondues, les filles apparaissent beaucoup moins favorisées, face à la formation professionnelle, que les garçons.

Quelques directives générales à observer, si l'on désire que ces disparités s'estompent :

• il convient d'encourager partout des "trunks communs" les plus longs possible dans les écoles secondaires, sans quoi, s'il existe des bifurcations précoces, on verra les filles (et ce seront, à cet âge, les parents qui choisiront et non les filles elles-mêmes) plus nombreuses dans les enseignements courts, dans les enseignements littéraires. Moins nombreuses donc à pouvoir choisir une vraie formation professionnelle à la fin de l'enseignement obligatoire.

• il faut encourager les filles à fréquenter bien davantage l'enseignement technique. Dans de nombreux pays, comme la France, cet enseignement est mixte depuis plus ou moins longtemps. Bien souvent il a été ouvert aux filles très récemment. Mais cette mixité n'est que théorique. Sous des prétextes divers, les établissements de formation professionnelle technique de garçons s'ouvrent très peu aux filles (pas de sanitaires, de dortoirs pour les filles, dispositions à prendre pour organiser l'internat mixte toujours).

Dans l'enseignement technique, les jeunes filles se retrouvent surtout dans les classes commerciales et se préparent aux métiers de bureau, quand on ne les prépare pas encore en quantité à des métiers (comme la couture) dont on sait pourtant qu'ils n'offrent plus guère de débouchés.

En conséquence, l'insertion des femmes dans la vie active se fait de plus en plus dans le secteur tertiaire à des niveaux souvent bas, et, de ce fait, la masse féminine au travail se trouve plus vulnérable devant les à-coups de la conjoncture économique.

D'une manière générale, la formation professionnelle des filles doit être plus diversifiée : les jeunes filles se massent dans quelques voies souvent engorgées et ne se préparent qu'à un nombre restreint de professions (la liste des professions auxquelles elles se préparent est beaucoup moins longue que celle des métiers auxquels se préparent les garçons, environ 4 à 5 fois moins de métiers).

• il faut que la formation professionnelle de la jeune fille soit modulable afin de pouvoir lui servir même si, du fait de son mariage, elle se trouve changer de lieu de résidence et ses conditions de vie; même si, du fait de ses maternités, elle interrompît quelques années toute activité professionnelle et reprend ensuite. C'est surtout vers 20 à 25 ans que la jeune fille ou la jeune femme peut le mieux voir ce qui conviendra, ce qu'elle saura faire avec efficacité et goût. Aussi est-il important que sa première formation permette ces réajustements, ces perfectionnements, ces bifurcations que souvent nécessite la vie de jeune femme souvent mariée et placée dans un cadre et des circonstances nouvelles avec une maturité nouvelle et une personnalité plus affirmée qu'à 15 ans.

• Les études supérieures sont dans notre pays largement ouvertes aux filles qui sont, dans les universités, aussi nombreuses que

les garçons. Il n'en va pas de même partout. Et nous devons rappeler ces inégalités successives devant l'éducation que représentent les contingents de jeunes filles, ici ou là, qui, sous la pression sociale et familiale renoncent après leur diplôme de fin d'études secondaires, à entamer des études supérieures, ou bien les commencent et ne peuvent les terminer du fait de circonstances extrascolaires (mariage surtout) tandis que les jeunes gens poursuivent. Mais, même en France où la proportion d'étudiantes par rapport aux étudiants est particulièrement élevée, leur insertion dans les études supérieures est fragile et souvent déséquilibrée. Très majoritaires en Lettres (65%) elles ne représentent qu'un tiers des étudiants en sciences mathématiques et physiques, en médecine ou en droit. Biologie et pharmacie se féminisent, mais les grandes écoles d'ingénieurs, les grandes écoles de technologie supérieure voient rarement leur contingent féminin dépasser 5 ou 6 %. La situation est la même dans les autres pays, ou plus grave encore.

Il serait bon d'instaurer des passerelles et des formations professionnelles à tous les niveaux des études supérieures pour les très nombreuses étudiantes en lettres qui ne pourront devenir enseignantes et vont se trouver dépourvues de tout bagage et candidates à toutes les déceptions et frustrations après plusieurs années d'études.

Ces conversions sont possibles et montrent combien il y aurait intérêt à éviter ce temps perdu et ces déboires à des jeunes filles par une meilleure orientation et une information complète. Une bonne information sur les débouchés (ou les difficultés d'embauche), sur les salaires, les profils de carrière doit revêtir tous les caractères d'une éducation : c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être donnée rapidement et anonymement mais nécessiter un dialogue, un processus de prise de conscience de la jeune fille. Un nombre impressionnant de jeunes filles sont, pour des raisons sociales diverses, fort indifférentes à certains aspects essentiels du métier qu'elles "choisissent" (on n'ose employer ce terme). Ainsi, elles se renseignent peu d'elles-mêmes sur les salaires, la promotion possible, etc...

Il faut savoir éveiller leur curiosité, leur capacité d'imaginer l'avenir, les aider à surmonter leurs indifférences ou répugnances à parler chiffres et carrières.

C'est bien d'une éducation qu'il s'agit et non d'une seule information.

L'ÉDUCATION COMME

CLÉ DE SA PROMOTION SOCIALE

1) AU NIVEAU CULTUREL

La formation culturelle est une nécessité pour toutes, puisqu'elle fait prendre conscience aux femmes qu'elles existent d'abord pour elles-mêmes. En effet, aucun changement ne sera obtenu tant que la femme n'aura pas la connaissance de son identité et de sa personnalité. La culture générale est donc la pré-formation indispensable à l'apprentissage d'un métier et à la formation permanente des adultes.

En ce sens, il faudra développer les structures d'accueil et multiplier les moyens pour toutes les femmes qui, diplômées ou non, voudront accroître leur culture et développer leur personnalité.

Pour l'instant, cette formation pré-professionnelle est donnée dans le cadre d'un bénévolat. Sans doute serait-il souhaitable que cette formation émancipatrice et culturelle soit soutenue, de sorte que soit reconnu le rôle social des animatrices en dehors de la fonction de productrice des femmes dans le circuit économique.

2) AU NIVEAU PROFESSIONNEL

Tout ce qui a été dit pour la jeune fille doit demeurer valable pour la femme au cours de sa vie. La vie des femmes est discontinuée souvent, traversée d'événements souvent imprévisibles et indépendants de leur volonté. La formation permanente peut être la chance des femmes : elle peut permettre à tout âge, nous disons bien à tout âge, des reprises d'activité, des changements d'activité, des élargissements de ses possibilités. Mais cette chance des femmes n'a pas été spécialement pensée pour elles : la formation permanente a été surtout voulue et pensée par des hommes pour les hommes.

Beaucoup de femmes n'ont pas une formation suffisante pour prétendre à un métier qui corresponde à leurs aspirations et aptitudes. Favoriser l'accès de la formation professionnelle à toutes consistera donc d'abord à amplifier la pré-formation générale de base et particulièrement pour les femmes de plus de 35 ans désirant retravailler et qui connaissent des difficultés psychologiques importantes. Ceci impose aux responsables de formation un travail préalable de remise en confiance et de déblocage.

oo

Visant à assurer le développement personnel et la promotion sociale de la femme, l'éducation ainsi comprise et souhaitée implique donc une évolution des mentalités aussi bien de la femme que de l'homme.

L'abolition des discriminations dans la loi et dans la pratique, la reconnaissance des droits et des chances de la femme à égalité avec ceux de l'homme, la codification d'un statut qui reconnaisse sa différence et lui permette d'assumer son rôle de personne, de citoyenne et de productrice dans ses projets personnels de vie et dans ses choix apparaissent comme les objectifs nécessaires du changement.

Si les femmes le veulent avec détermination, elles doivent parvenir à faire servir à leur profit cette institution, à l'infléchir, à en faire leur moyen privilégié d'épanouissement, de sécurité, de progrès.

Les femmes doivent être considérées comme producteurs au même titre que l'homme, alors que la considération du salaire de la femme comme salaire d'appoint laisserait supposer le contraire.

Il s'agira pour cela de participer à un véritable changement des mentalités afin que :

o d'une part, soit reconnue à la femme, à côté de son caractère de consommatrice, la fonction de productrice économique, même si elle n'est pas salariée,

o d'autre part, que ne lui soit pas rendu exceptionnellement difficile l'accès à un poste de responsabilité sous prétexte qu'elle est une femme.

"L'égalité de traitement ne sera obtenue que le jour où une femme pourra se permettre d'être médiocre à un poste important !".

3) AU NIVEAU CIVIQUE

La majorité étant reconnue à 18 ans ne va pas sans poser de problèmes. L'éducation à la responsabilité doit faire prendre conscience aux jeunes filles qu'aux droits s'ajoutent des risques en contrepartie de l'indépendance conquise. Ainsi s'agira-t-il notamment d'informer les filles contre le proxénétisme. Par ailleurs, pour que la femme devienne une citoyenne à part entière, il faudra incorporer dans son éducation une instruction civique. Indépendamment du cadre scolaire, cette formation pourrait être dispensée de façon continue par les mass média, les associations, et porter d'une part sur les idéologies et les systèmes politiques, et d'autre part sur les institutions, le cadre de vie, et ce, à tous les niveaux (local, régional, national).